



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

POUR NOS RETRAITES, CONTRE MACRON ET SON MONDE

TOUTES ET TOUS EN GREVE

LE 5 DECEMBRE JUSQU'AU RETRAIT !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

29 NOVEMBRE 2019

À quelques jours de la grève du 5 décembre, la colère contre l'inaction du gouvernement et le manque de moyens face aux violences conjugales et aux féminicides s'est ajoutée à celle des jeunes contre la précarité, des hospitaliers contre le sous-effectif et les bas salaires, des Gilets jaunes contre la vie chère et de tous ceux qui en ont assez de ce système au service des riches.

Toutes ces colères pourraient bien se rejoindre, le 5 décembre, autour de la mobilisation contre la casse des retraites et produire cette « coagulation » des colères que le gouvernement redoute tant.

DU MEPRIS...

Ces derniers jours, plusieurs têtes du gouvernement et Macron lui-même ont multiplié les déclarations méprisantes : « *le pays est trop négatif sur lui-même* », la grève qui vient serait du « *corporatisme* », « *une mobilisation pour conserver des inégalités* », exclusivement « *contre la fin des régimes spéciaux* ». Mais les seuls privilégiés, ce sont les riches, qui profitent des réformes de ce gouvernement comme des précédents, avec des inégalités sociales qui redécollent depuis 10 ans !

Les colères n'auraient rien à voir les unes avec les autres, selon Macron ? Bien au contraire ! Elles vomissent toutes ce gouvernement des ultra-riches qui supprime des emplois et des moyens dans les services publics, qui s'en prend aux jeunes, aux retraités et aux chômeurs.

... ET DES MENACES

Dans le même temps, Macron menace de la répression. La violence à laquelle a été soumis l'anniversaire des Gilets jaunes, les 16 et 17 novembre, est un sale exemple de ce qui reste à ce gouvernement illégitime pour gouverner : la répression policière.

PAS QUESTION DE TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS

Macron s'étonne qu'une mobilisation massive se prépare « *contre une réforme dont on ne connaît pas les termes exacts* ». Mais l'objectif, on le connaît tous : nous faire travailler plus longtemps pour une pension réduite.

Face à l'ampleur de la mobilisation, le

gouvernement hésite. Le patronat lui-même, derrière le président du Medef, conseille à Macron de reporter son projet de retraite par points et de se contenter d'un allongement de la durée de cotisation. Idem du côté du Conseil d'orientation des retraites (COR), qui a publié un rapport préconisant une réforme plus classique. Mais rien de tout cela n'est acceptable !



Car si le déficit se creuse, c'est à cause des recettes en baisse. La solution : prendre sur les profits, qui ne cessent d'augmenter, pour augmenter les salaires, interdire les licenciements et suppressions de postes et embaucher

massivement dans les services publics. Un tel plan permettrait d'adapter les recettes des caisses de retraites aux besoins.

CONTRE LA DIVISIONS ET LES HESITATIONS NOUS ORGANISER NOUS-MÊMES

Le gouvernement joue également la carte de la concertation avec les directions syndicales les plus timorées par rapport à sa contre-réforme. Il tente de diviser entre les salarié(e)s du public et du privé, entre les salarié(e)s ayant des régimes « spéciaux » et les autres.

Mais la colère déborde et le 5 décembre, plusieurs confédérations syndicales appellent à une journée de grève dans tous les secteurs. Les syndicats des transports parisiens (RATP) et de la SNCF appellent déjà à la reconduction de cette grève les jours suivants.

Alors, préparons-nous, tous ensemble, à donner une suite à ce 5 décembre ! Car une seule journée de grève ne sera pas suffisante. Pour gagner, il va falloir nous organiser à la base, comme ont commencé à le faire les Gilets jaunes, les hospitaliers des urgences et les jeunes, avec leurs assemblées générales. Et coordonner toutes nos forces, entre les différents secteurs professionnels, avec un objectif : paralyser le pays entier.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



GONFLÉE CELLE-LÀ !

Marine Le Pen a laissé entendre que ses militants pourraient se joindre aux manifestations du 5 décembre.

Pourtant, ce ne sont pas les immigrés, qu'elle accuse de tous les maux, qui s'apprêtent à voler nos retraites ! En 2006, Le Pen soutenait le CPE de Villepin, elle s'est plusieurs fois déclarée hostile à une hausse du SMIC et elle ne perd pas une occasion pour dénoncer les grèves des cheminots.

Par pure démagogie dans l'espoir de gagner des voix, elle voudrait se montrer aux côtés de salariés en grève. Ne soyons pas dupes, ces milliardaires là ne défendront jamais que les riches, quitte à toujours essayer de nous diviser, nous, ceux d'en bas, même en s'appuyant sur les préjugés racistes à la mode

VIOLS ET VIOLENCES CONTRE LES FEMMES IL EST TEMPS QUE ÇA CESSE

Tous les deux jours et demi en France une femme meurt sous les coups de son conjoint ou ex. A la maison, au travail, dans la rue, les femmes risquent en permanence des agressions physiques ou verbales quand cela ne va pas jusqu'au viol.

C'est intolérable. Des dizaines de milliers de manifestants, femmes et hommes, l'ont crié ensemble, en manifestant ces derniers jours. Pour beaucoup d'entre elles et eux, les mesures annoncées par le gouvernement lundi dernier ne sont pas du tout à la hauteur du plan d'urgence nécessaire pour s'attaquer au fléau des viols et des violences contre les femmes et pour accompagner les victimes.

Le combat doit donc continuer. Parce qu'il s'agit d'une question de dignité, de respect mutuel, et d'égalité. Il faut en finir avec un schéma de société où les femmes sont infériorisées et n'ont pas toute leur place à l'égal des hommes : au travail, dans la vie publique et ailleurs. Pour vivre tous et toutes en harmonie dans la société, il faut se débarrasser du capitalisme bien sûr, mais pas seulement.

VIOLENCES ET JUSTICE DE CLASSE

3 100 condamnations, 10 000 gardes à vue, 1 000 peines de prisons fermes dont 400 avec incarcération immédiate, ce sont les chiffres provisoires de la répression du mouvement des Gilets Jaunes publiés par le journal Le Monde.

Samedi 16 dernier encore à Place d'Italie, un manifestant immobile, les mains dans les poches s'est fait éborgné. La vidéo, révoltante tourne sur les réseaux.

Aucune des centaines d'accusations de flics pour blessures graves (mains arrachées et autres yeux crevés) n'a encore fait l'objet de mise en examen.

Pour le moment, seuls deux policiers sont censés passer en jugement, mais... pour une gifle et un pavé !

BLACK POUR LE FRIDAY, VERT POUR LES PROFITS !

Toute la semaine, ils ont commencé les promos pour la « Black Friday Week ». Ils ont même besoin de bras pour répondre aux nombreuses commandes qui arrivent.

L'emploi intérimaire tourne à plein régime. Tant mieux pour celles et ceux qui ont ainsi une source de revenus... mais dans quelles conditions ?

L'intérim c'est souvent être un « sous-salarié », dont le patron pourra se « séparer » comme ils disent, quand il n'en aura plus besoin. De plus, les intérimaires n'ont pas le droit aux primes quand elles existent.

Pourtant, comme ailleurs, ces collègues intérimaires font largement partie de la production et des bénéficiaires qu'en tirent les patrons ! Entre la crise de 2008 et aujourd'hui le nombre d'emplois d'intérim a presque doublé en France pour atteindre l'équivalent d'environ 800 000 emplois à temps plein.

Mais après la fin du contrat, qui garantit notre salaire nécessaire pour vivre ? On a besoin de vraies embauches, pas de courir après les petits boulots !

12% DE HAUSSE POUR LES PATRONS DU CAC 40

Selon la presse économique, les dirigeants du Cac 40 ont augmenté leurs rémunérations de 12% sur la seule année 2018... ce qui leur fait une moyenne de 5,77 millions d'euros !

C'est l'équivalent de 277 Smic,. Et cela représente 90 fois en moyenne ce que touchent les salariés de ces mêmes sociétés (et bien plus si on prend les salaires les plus bas !) En 2014, c'était «seulement» 73 fois...

C'est sans doute ça que les patrons appellent la «modération» salariale !

LES HOSPITALIERS POSENT LA QUESTION DES SALAIRES

La lutte partie des Urgences a mis à la une la question du service public de Santé, dénonçant les fermetures de lits, le manque de personnel, le manque de moyens.

Mais aussi le scandale de la dette des hôpitaux, obligés d'emprunter auprès des banques et de leur payer des intérêts scandaleux du fait des politiques d'austérité des différents gouvernements.

Le mouvement a aussi mis sur le devant de la scène la question des salaires, exigeant une augmentation de 300 euros pour toutes et tous !

Le gouvernement n'a pour le moment lâché que des miettes : 100 euros net de prime mensuelle pour les uns, 800 euros annuels pour d'autres... et pas à tous. C'est bien loin du compte !

Mais c'est la démonstration que la lutte paye. 300 euros c'est ce qui manque chaque mois à tous les salariés, du public comme du privé. Et la seule manière de l'obtenir, ce sera pour nous comme pour les hospitaliers, par la lutte !